

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
Cité administrative
34, avenue du Maréchal Maunoury
41000 BLOIS

Blois, le 12/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LIGERIENNE GRANULATS

La Ballastière
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : VAT 2023 0257 et 2023/695
Code AIOT : 0010011944

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2023 dans l'établissement LIGERIENNE GRANULATS implanté Le Bas Boulay et Les Varennes 41300 Salbris. L'inspection a été annoncée le 14/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIGERIENNE GRANULATS
- Le Bas Boulay et Les Varennes 41300 Salbris
- Code AIOT : 0010011944
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation est située sur le territoire des communes de Salbris, aux lieux-dits "le bas Boulay" et "les Varennes".

Il s'agit d'une carrière à ciel ouvert de sables et graviers de terrasse, dont la superficie totale autorisée est de 90,24 ha, pour une superficie exploitable de 76,19 ha.

La production maximale autorisée est de 150000 tonnes par an, pour une moyenne annuelle de 130000 tonnes.

L'échéance de l'autorisation est fixée au 11 septembre 2044.

Les matériaux extraits sur le site sont des sables et graviers de terrasse alluviale destinés à la confection de béton (usage "noble").

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de l'inspection du 04/12/2019
- L'exploitation du site
- La traçabilité des déchets et des matériaux extraits

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.4.1	NC 2 de niveau 2 de la VI du 04/12/2019	Sans objet
2	phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.3.4	/	Sans objet
3	Bornage	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.2.2	/	Sans objet
11	Prélèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.2.1	/	Sans objet
16	Pesage	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.3.7.	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Accès et circulation dans l'établissement	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.3.1.	/	Sans objet
5	Accès au site	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.3.1.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
6	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.4.2.	/	Sans objet
7	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.1	/	Sans objet
8	Piézomètres – autosurveillance eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.3	/	Sans objet
9	Qualités des eaux sortantes	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 4.3.7	/	Sans objet
10	Qualités des eaux sortantes	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 4.3.11	D5 de la VI du 04/12/2019	Sans objet
12	prélèvements et consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 4.1.1	/	Sans objet
13	Surveillance retombée de poussières	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.1.1	D4 de la VI du 04/12/2019	Sans objet
14	Surveillance niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.7	D3 de la VI du 04/12/2019	Sans objet
15	Hauteur stockage	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 8.1.1	/	Sans objet
17	registre de sorties des matériaux extraits	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.3.6	/	Sans objet
18	Gestion des déchets inertes et terres non polluées de la carrière	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 5.1	D1 de la VI du 04/12/2019	Sans objet
19	Remblayage / déchets entrants	Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.4.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.4.1
Thème(s) : Situation administrative, plan annuel de suivi d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Non-conformité n°2, de niveau 2, de la VI du 04/12/2019.
Prescription contrôlée : Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment : <ul style="list-style-type: none">- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage,- Les bords de fouille,- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation et de remise en état, et remises en état,- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,- le positionnement des fronts,- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. Les surfaces S1, S2 et S3 des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. [...]
Constats : Le plan ne fait pas apparaître toutes les bornes délimitant le périmètre autorisé de la carrière sur la partie sud/sud-est du site.
Observations : L'exploitant fournit le plan de suivi annuel à l'inspection : ce plan est daté du 08/12/2022. Il reprend les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre d'exploitation, ainsi que les limites du périmètre de l'autorisation,- les noms des parcelles cadastrales (une différence est notée concernant la parcelle autorisée 53p, qui est nommée sur le plan d'exploitation 2022, parcelle 651),- la majeure partie des bornes délimitant le périmètre d'autorisation,- les surfaces décapées, en cours de réaménagement et en cours d'exploitation,- la zone des infrastructures (comprenant les locaux bureau et de services, le parking, le pont bascule, une aire étanche d'entretien, l'équipement de tri), ainsi que la zone de stocks de découverte,- les 6 piézomètres, les bassins et réseaux d'eau de la carrière,- les côtes d'altitude des différentes zones,- le positionnement des fronts. Le plan annexe 2022, présentant les surfaces S1, S2 et S3 sur le site, est transmis à l'inspection. Ce plan est nommé "garanties financières 2022". Les surfaces indiquées sont moins importantes que les surfaces prévues en valeurs maximales pour la période considérée. Les écarts par rapport au prévisionnel d'exploitation et de remise en état sont clairement indiqués, et ces éléments permettent de valider que le montant prévu pour les garanties financières est toujours suffisant. De nouvelles garanties financières seront à prévoir au démarrage de la 3 ^{ème} phase, prévue en 2024. L'exploitant fournira les éléments à l'inspection lors du renouvellement des garanties financières. Le plan d'exploitation 2023 devra faire apparaître les éléments manquants: les bornes situées au sud/sud-est de la carrière devront être visibles sur le plan.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.3.4
Thème(s) : Situation administrative, Extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage des travaux et de remise en état du site annexés au présent arrêté. Toute modification du phasage ou du mode d'exploitation doit faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Le phasage d'exploitation n'est pas respecté.
Observations : D'après le plan d'exploitation fourni, l'exploitation de la carrière n'est pas conforme au phasage initial présenté dans l'arrêté préfectoral : la zone d'exploitation est située entre les phases 1 et 2a. La zone 2b est en cours de préparation pour débiter l'exploitation. Le phasage initial prévoit un démarrage de la zone délimitée en phase 3 au cours de l'année 2024, ce qui ne sera pas le cas. L'exploitant explique que l'exploitation de la carrière a réellement débuté en 2019, soit presque 5 ans après l'édition de l'Arrêté Préfectoral d'autorisation d'exploiter. Ce décalage dans le démarrage réel de l'exploitation explique le retard par rapport au phasage initial. Un "porter à connaissance" devra être transmis à l'inspection pour mettre à jour le phasage d'exploitation et refaire les calculs liés aux garanties financières.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.2.2
Thème(s) : Situation administrative, Bornage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none">- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,- le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : Les bornes ne sont pas toutes dégagées et visibles.
Observations : Le plan d'exploitation 2022 fait apparaître les bornes délimitant le périmètre d'autorisation, excepté les bornes situées au sud/sud-est du site, qui n'est actuellement pas en exploitation. Sur site, l'inspection a pu constater la présence d'une partie des bornes non indiquées sur le plan d'exploitation. Certaines bornes n'ont pu être vues, car difficilement accessibles. L'exploitant indique que l'ensemble des bornes ont été implantées au démarrage de l'activité. Toutefois, il est nécessaire de les rendre de nouveau visibles et accessibles.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Accès et circulation dans l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.3.1.
Thème(s) : Risques accidentels, circulation sur site et clôtures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée. Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficultés. L'ensemble des installations est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie. Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le site est clôturé : la clôture se situe au minimum à 10 m des bords de l'excavation.
Constats : pas d'écart constaté.
Observations : Un panneau est situé à l'entrée du site, avant le premier portail, qui présentent les règles de circulation sur le site: la voie d'accès à la zone en exploitation, les sens de circulation, la vitesse autorisée. A l'entrée de la carrière, un second portail est installé. Une clôture est présente sur le linéaire du périmètre de la zone exploitée, démarrant sur la gauche du portail. Un merlon est présent sur la droite du portail. La voie d'accès est bitumée jusqu'à la zone où sont situées les infrastructures de l'installation. Cette voie est utilisée quotidiennement par les véhicules lourds de transport des matériaux issus de la carrière, et est suffisamment large pour l'accès des engins des services d'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 7.3.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, contrôle des accès
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Deux portails empêchent l'accès au site en temps de fermeture. L'exploitant indique que ces portails sont fermés en dehors de la présence du personnel sur le site. Le premier portail d'accès au site est fermé lors des jours et horaires de fermeture du site afin de limiter le risque de dépôts sauvages sur le chemin d'accès au site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.4.2.
Thème(s) : Risques chroniques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conformément aux conclusions de l'étude d'impact, un suivi qualitatif et quantitatif de la faune et de la flore présentes sur le site est réalisé par une structure naturaliste dans l'année suivant la notification du présent arrêté, puis au moins tous les 2 ans. Les constatations qui sont faites au cours de ce suivi et tout document relatif à ce suivi sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées. Les recommandations pour la protection des espèces potentielles présentes formulées par la structure naturaliste susvisée sont suivies par l'exploitant durant toute la durée de la présente autorisation.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant fournit un rapport daté de janvier 2022 du suivi écologique des mesures réductrices et compensatoires de la carrière, comprenant le suivi des espèces protégées, conformément à l'arrêté préfectoral du site. Ce suivi a été réalisé par l'Institut d'Ecologie Appliquée sur l'année 2021. Il présente les différents lieux et espèces suivis au sein de la carrière et les évolutions au cours des années, depuis 2012, année du 1er suivi réalisé, dans le cadre du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Des préconisations d'actions avaient été faites en 2019 afin de favoriser le développement ou le maintien de certaines espèces faunistiques et floristiques protégées. Ces opérations de gestion préconisées ont été réalisées en majeure partie et les suivis 2023 permettront d'évaluer l'impact de ces opérations, d'après la conclusion du rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le suivi de la qualité des eaux souterraines est réalisé à l'aide d'un réseau de surveillance constitué d'au moins 3 piézomètres (un en amont, 2 en aval hydraulique).
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Le réseau de surveillance des eaux souterraines est composé de 6 piézomètres. Ces piézomètres sont recensés et positionnés sur le plan de suivi d'exploitation réalisé fin 2022. L'exploitant fournit à l'inspection les résultats du suivi de la qualité des eaux souterraines d'après les relevés réalisés en octobre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Piézomètres – autosurveillance eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence et modalités de surveillance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En chaque point du réseau de surveillance, des échantillons sont prélevés tous les semestres (un prélèvement en période de hautes eaux et un en période de basses eaux). Un premier prélèvement est réalisé avant le début de l'exploitation de la carrière. Les mesures sont réalisées par un organisme extérieur accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés. Le niveau piézométrique est relevé à chaque prélèvement.</p> <p>Les analyses des eaux prélevées sont réalisées en fréquence trimestrielle et portent sur les polluants suivants: niveau piézométrique, température, pH (suivant méthode NF T 90008), conductivité, MEST (suivant méthode NF EN 872), DCO (suivant méthode NF T 90101 ou ISO 15705 si concentration < 30mg/L), hydrocarbures totaux (suivant méthode NF T90-124 ou NF M 07-203) .</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : L'exploitant a transmis les derniers résultats d'analyse des eaux pour les 6 piézomètres du site, dont le prélèvement a été réalisé le 19/10/2022. L'exploitant présente également le jour de l'inspection les résultats des prélèvements précédents qui ont été réalisés le 28/03/2022. L'exploitant indique que le prochain prélèvement est prévu prochainement.</p> <p>Les niveaux piézométriques sont relevés à chaque prélèvement, et pour chaque piézomètre. L'exploitant assure un suivi des relevés, qu'il expose sous forme de courbes pour les 6 piézomètres, retraçant l'évolution depuis 2019.</p> <p>L'exploitant présente également la carte représentant le sens d'écoulement de la nappe sur le site.</p> <p>L'ensemble des tableaux, graphiques et résultats sont compilés dans un classeur de suivi, que l'exploitant présente lors de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Qualités des eaux sortantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 4.3.7
Thème(s) : Risques chroniques, caractéristiques des rejets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none">- température : < 30°C ,- pH compris entre 5,5 et 8,5 ,- couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100mg Pt/L.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant fourni à l'inspection un rapport d'analyses réalisés sur les eaux résiduaires en sortie de débourbeur-déshuileur, daté du 16/11/2022, sur un échantillon prélevé le 19/10/2022. Les effluents en sortie de débourbeur présentait les caractéristiques suivantes: <ul style="list-style-type: none">- pH sur site: 7,1 ;- Température (sur site) : 15,5 °C ;- couleur vraie (après filtration) : < 5 mg Pt / L
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Qualités des eaux sortantes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, valeurs limites d'émission des eaux rejetées
Point de contrôle déjà contrôlé : Demande n°5 de la VI du 04/12/2019
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales et des eaux de nettoyage dans le milieu récepteur considéré et après leur épuration éventuelle, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies : <ul style="list-style-type: none">- MEST : 35 mg/L ;- DCO : 125 mg/L ;- Hydrocarbures totaux : 5 mg/L ; En ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double des valeurs limites admissibles sur 24h.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant fournit à l'inspection un rapport d'analyses réalisés sur les eaux résiduaires en sortie de débourbeur-déshuileur, daté du 16/11/2022, sur un échantillon prélevé le 19/10/2022. Les effluents en sortie de débourbeur présentait les caractéristiques suivantes: <ul style="list-style-type: none">- MES : 20 mg/L ;- indice hydrocarbure : < 0,1 mg/L ;- ST DCO : < 5 mg O2 /L ;
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies de dispositifs de mesure totaliseurs de la quantité d'eau prélevée. Ces dispositifs sont relevés hebdomadairement. Le résultat de ces mesures est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée minimale de 5 ans.
Constats : Les compteurs d'eau ne sont pas relevés hebdomadairement.
Observations : L'exploitant présente un relevé mensuel des compteurs d'eaux. Un relevé est réalisé pour les eaux prélevées dans le bassin d'eau claire contenant les eaux de la nappe affleurante, et pour les eaux de lavage, rejetées dans le bassin de décantation situé à quelques mètres du premier bassin. L'exploitant devra revoir la périodicité des relevés de ces compteurs d'eau, et les rendre hebdomadaires.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : prélèvements et consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, quantités prélevées
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - origine de la ressource : eau souterraine ; - nom de la masse d'eau : nappe des sables et argiles de Sologne ; - débit maximal horaire : 73 m³ / h ; - débit maximal journalier : 584 m³ / jour. <p>La quantité maximale d'eau utilisée est mesurée à l'aide d'un débitmètre, installé au niveau du point de prélèvement en sortie du bassin d'eaux claires.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, le remplacement du matériel, pour limiter la consommation d'eau de l'établissement.</p>
<p>Constats : La prescription semble inadaptée en indiquant des prélèvements autorisés et non des consommations autorisées.</p>
<p>Observations : L'exploitant présente les relevés des prélèvements d'eau pour le lavage des matériaux dans le cadre de l'exploitation du site, et des rejets suite à lavage. Les relevés de fin d'année présentent des incohérences, indiquant des rejets supérieurs aux prélèvements. L'exploitant ayant constaté un défaut de son débitmètre relevant le retour des eaux utilisées vers le milieu naturel a modifié le réglage de celui-ci, et effectué une mise à 0 afin de reprendre des relevés cohérents. L'ensemble des données est consigné dans le registre de suivi. Les prélèvements réalisés concernant les prélèvements d'eau dans le bassin d'eaux claires, sont de l'ordre de 28000 à 45000m³ / mois suivant la production, que ce soit en 2022 ou au cours du 1er trimestre 2023. Les rejets constatés vers le bassin de décantation sont de l'ordre de 27000 à 43000 m³/mois.</p> <p>L'inspection a constaté sur site le bon fonctionnement des débitmètres : le débitmètre concernant les prélèvements dans le bassin d'eau claire indiquait 288 m³/h au moment du relevé de l'inspection, supérieur au débit autorisé.</p> <p>Le fonctionnement de la carrière est conforme à l'autorisation préfectorale accordée, avec un prélèvement d'eau réalisé dans un bassin d'eau claire et un rejet dans le bassin de décantation, jouxtant le bassin d'eau claire.</p> <p>Toutefois, l'indication dans l'arrêté préfectoral des prélèvements d'eau dans le milieu ne semble pas adaptée : il conviendrait d'avoir une prescription relative aux consommations d'eau réelles. Une modification de l'article 4.1.1. concernant ce point serait à prévoir.</p> <p>Par ailleurs, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la doctrine "eau et carrière" annexée au schéma régional des carrières de la région Centre Val de Loire (https://www.centre-val-de-loire.developpement-durable.gouv.fr/documents-du-src-approuve-a3694.html).</p> <p>L'exploitant devra demander une modification de la prescription dans le cadre du "Porter à Connaissance" à prévoir pour la demande de modification liée au phasage d'exploitation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Surveillance retombée de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, mesures des retombées de poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Demande n°4 de la VI du 04/12/2019
Prescription contrôlée : Un réseau de mesures des retombées de poussières dans l'environnement est mis en place suivant le plan en annexe. A minima 6 plaquettes de dépôt (ou jauge Owen) sont implantées autour du périmètre d'autorisation. Cette implantation tient compte des vents dominants. L'implantation de ces plaquettes est conforme à la norme NFX 43-007, version décembre 2008. Une campagne de mesure est à effectuer à minima une fois tous les 2 ans, en période sèche et d'activité représentative.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Un rapport daté du 09/12/2022 a été transmis par l'exploitant à l'inspection. La campagne de mesure s'est déroulée entre le 23 juin et le 22 juillet 2022. Les analyses des retombées atmosphériques montrent des concentrations comprises entre 46 et 122 mg/m ² /jour, conformes à la réglementation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 9.2.7
Thème(s) : Risques chroniques, périodicité
Point de contrôle déjà contrôlé : Demande n°3 de la VI du 04/12/2019
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les premières mesures sont réalisées au cours des 3 premiers mois suivant la mise en fonctionnement de l'installation de traitement des matériaux puis, la fréquence des mesures est annuelle.</p> <p>Si, à l'issue de 2 campagnes de mesures successives, les résultats des mesures de niveaux de bruit et de niveaux d'émergence sont conformes aux dispositions de présent arrêté, la fréquence des mesures peut être trisannuelle.</p> <p>Si le résultat d'une mesure dépasse une valeur limite (niveau de bruit ou d'émergence), la fréquence des mesures redevient annuelle. Le contrôle redevient trisannuel dans les mêmes conditions que celles indiquées à l'alinéa précédent.</p> <p>De nouvelles mesures sont également réalisées dès lors que les circonstances l'exigent (notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées). Ces mesures sont effectuées par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ces contrôles sont effectués par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Les premières mesures ont été réalisées en novembre 2019, et transmises à l'inspection. Les secondes mesures ont été réalisées en juillet 2020, le rapport a été rédigé en août 2020 et transmis à l'inspection.</p> <p>Les points de mesures correspondent au plan prévu dans l'AP régissant le site, et les résultats de ces 2 mesures sont conformes aux valeurs limites indiquées dans l'Arrêté Préfectoral.</p> <p>Les prochaines mesures devront être réalisées en juin ou juillet 2023. L'exploitant indique que celles-ci sont prévues prochainement, mais que la date n'est pas encore fixée, et le démontre par la présentation d'un échange de mails sur le sujet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Hauteur stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 8.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Intégration dans le paysage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] La hauteur des tas est limitée à 8m. A proximité des installations, un merlon végétalisé de 5m de hauteur est mis en place en limite de carrière.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Les tas de matériaux triés par granulométrie stockés sur la zone des infrastructures ne dépassent pas 8m de hauteur. Chaque tas est identifié par un panneau indiquant la granulométrie des matériaux. Un merlon végétalisé est mis en place en limite de carrière, et ne dépasse pas la hauteur de 5m hors végétation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.3.7.
Thème(s) : Situation administrative, Pont bascule et entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule, ou de tout autre dispositif de pesage et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les appareils de pesage, - les installations électriques <p>Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.</p>
<p>Constats : Le rapport de vérification des installations électriques présente une observation concernant le bungalow-bureau lié à l'installation de pesage.</p>
<p>Observations :</p> <p>Le plan d'exploitation présente l'installation du pont bascule.</p> <p>Sur site, l'inspection constate la présence du pont bascule, devant le bungalow-bureau, sur lequel les véhicules de transport passent en entrée et en sortie de site, permettant de connaître les quantités de matériaux sortant du site.</p> <p>L'exploitant présente le bon attestant du contrôle des éléments de pesage. Ce contrôle a été réalisé en juin 2022, par GFP contrôle. L'exploitant transmet également le rapport de vérification des installations électriques: le contrôle a été réalisé le 02/03/2023 par DEKRA, organisme certifié COFRAC. Le rapport présente des observations nécessitant des interventions, que ce soit au niveau du bungalow-bureau où sont situés les éléments en lien avec le pont bascule, ou sur d'autres secteurs de la carrière (poste de livraison haute-tension, local technique process ou des matériels de la trémie carrière). L'exploitant a commencé à apporter les corrections nécessaires au niveau des points problématiques .</p> <p>L'exploitant devra fournir les justificatifs des corrections apportées pour répondre aux remarques de l'organisme de contrôle des installations électriques à l'inspection, notamment concernant la non-conformité relevée au niveau du bungalow-bureau lié à l'installation de pesage.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : registre de sorties des matériaux extraits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, état des stocks
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant le nom du destinataire, la date du prélèvement, le type et la quantité de matériaux extraite, le mode de transport utilisé pour l'acheminement des matériaux et s'il y a lieu, le nom de la société extérieure réalisant le transport. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées. [...]
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : L'exploitant transmet le registre des matériaux sortants du 1er trimestre 2023 à l'inspection. Celui-ci présente les différents éléments demandés : la date et l'heure du départ des matériaux, le poids des matériaux sortants, l'identification du véhicule de transport et l'identification du transporteur concerné lorsqu'il ne s'agit pas du client.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 18 : Gestion des déchets inertes et terres non polluées de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 5.1
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets inertes produits
Point de contrôle déjà contrôlé : Demande n°1 de la VI du 04/12/2019
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets inertes et des terres non polluées résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation, - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis, - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement, - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets, - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de l'installation de stockage de déchets, - les procédures de contrôle et de surveillance proposées, - en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol, - une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus à l'installation de stockage de déchets, - les éléments issus de l'étude de dangers propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux ICPE soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines et carrières. <p>Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les 5 ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. [...]</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Un plan de gestion des déchets a été rédigé en février 2019, au démarrage de la carrière. Il a été transmis à l'inspection et au Préfet, à la suite à l'inspection de décembre 2019. Ce plan comprend les éléments réglementaires nécessaires.</p> <p>Ce plan devra faire l'objet d'une révision pour début 2024, et de nouveau être transmis à l'inspection et au préfet.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/09/2014, article 2.4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des déchets entrants
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le remblayage des carrières ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte-tenu du contexte géochimique local, ainsi qu'à la qualité et au bon écoulement des eaux. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs (déblais de terrassements, matériaux de démolition...), ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Seuls les déchets inertes suivants peuvent être utilisés pour le remblayage de la carrière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 17 01 01 : les bétons : uniquement déchets de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés ; - 17 01 02 : les briques uniquement déchets de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés ; - 17 01 03 : les tuiles et céramiques : uniquement déchets de démolition triés et ne provenant pas de sites contaminés ; - 17 01 07 : mélange de béton, briques, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses ; - 17 05 04 : les terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés ; - 20 02 02 : les terres et pierres provenant uniquement des jardins et parcs, à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe ; <p>Sont interdits :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets liquides ou dont la siccité est inférieure à 30 %; - les déchets dont la température est supérieure à 60°C ; - les déchets non pelletables ; - les déchets pulvérulents, à l'exception de ceux préalablement conditionnés ou traités en vue de prévenir une dispersion sous l'effet du vent ; - les déchets d'amiante liée et les matériaux en contenant. <p>Les apports extérieurs sont limités à 20000m3/an en moyenne pour un maximum de 40000m3/an.</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations : Le remblayage de la carrière n'a pas débuté. L'exploitation de la carrière étant en retard par rapport au phasage initial, le remblayage ne débutera qu'après la fin de l'exploitation des premières zones et le démarrage de l'extraction de la zone 2b.</p> <p>Dans ce cadre, aucun déchet inerte n'a été accepté sur le site depuis le début de l'exploitation. Les déclarations GERE de l'exploitant confirme cette information: celles-ci indiquent un tonnage entrant de déchets inertes de OT sur 2021 et 2022.</p> <p>L'accueil de déchets inertes provenant de l'extérieur ne débutera pas avant 2024, après la fin d'exploitation des zones 1 et 2a.</p> <p>Une attention particulière devra alors être apportée à la qualité des matériaux entrants.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet